

<https://www.elcorreo.eu.org/LE-PEUPLE-BOLIVIEN-MONTRE-LA-VOIE> Les États-Unis, Israël et la droite régionale se rangent du côté de Paz

LE PEUPLE BOLIVIEN MONTRE LA VOIE États-Unis, Israël et la droite régionale se rangent du côté de Paz.

Date de mise en ligne : mardi 7 juillet 2026

- Les Cousins - Bolivie -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La Bolivie se retrouve une fois de plus au cœur de l'actualité en Amérique latine. Ce qui a commencé comme un rejet des mesures d'austérité économique s'est mué en une crise politique d'envergure, remettant désormais en cause non seulement la continuité du président Rodrigo Paz Pereira, mais aussi l'orientation économique et sociale du pays tout entier. Les rues bloquées de La Paz et d'El Alto, ainsi que les autoroutes de l'Altiplano, expriment bien plus qu'un simple grief sectoriel : elles traduisent l'affrontement de deux visions pour la nation.

L'origine du conflit : ajustement, privatisation et trahison électorale

L'élément déclencheur de la rébellion actuelle fut le [Décret Suprême 5503](#), par lequel le gouvernement supprimait les subventions sur les carburants. Le résultat fut immédiat : des hausses allant jusqu'à 162 % du prix du diesel et de l'essence, faisant exploser le coût de la vie et aggravant une inflation déjà galopante.

[Rodrigo Paz Pereira](#) justifia cette mesure en affirmant que l'État ne pouvait plus supporter des subventions qui engloutissaient des milliards de dollars chaque année. Mais pour des millions de Boliviens, le problème n'était pas seulement économique. Ce qui fit exploser un profond sentiment de trahison politique. Le gouvernement était arrivé au pouvoir en promettant stabilité et dialogue, et avait fini par mettre en œuvre un programme d'ajustement néolibéral classique : réductions des dépenses publiques, ouverture au capital privé et signes de privatisation dans des secteurs stratégiques tels que les hydrocarbures, le lithium et les services publics.

La population a rapidement compris que derrière la rhétorique de la « *modernisation* » se cachait un transfert de richesse des majorités populaires vers les élites financières et économiques. La Bolivie, pays marqué par une longue histoire de luttes contre le pillage de ses ressources naturelles, a réagi avec force.

L'impact social : faim, inflation et désespoir

Les conséquences sociales de cet ajustement furent désastreuses. La hausse des prix des carburants a directement impacté les prix des produits alimentaires, des transports et des biens de première nécessité. La pénurie de dollars a paralysé les importations, freiné l'activité productive et engendré une incertitude généralisée.

Dans les quartiers populaires d'El Alto et de La Paz, la colère montait à mesure que les familles perdaient leur pouvoir d'achat et que des pénuries alimentaires et de médicaments commençaient à se faire sentir. Parallèlement, les milieux d'affaires exigeaient une politique de tolérance zéro face à la criminalité afin de sécuriser les routes et de garantir les exportations.

La crise a mis en lumière une contradiction brutale : tandis que le gouvernement parlait d'équilibre budgétaire, le peuple parlait de survie.

Les organisations populaires et la direction de la résistance

La rébellion bolivienne n'est pas apparue spontanément. Elle s'inscrit dans une organisation, une histoire et un mouvement politique et syndical structuré. La [Centrale ouvrière bolivienne \(COB\)](#), dirigée par **Mario Argolo**, est passée de revendications salariales et de solutions économiques à une exigence directe de démission du président.

Aux côtés de la COB apparaissent des acteurs historiques du mouvement populaire bolivien : les Ponchos rouges, les organisations paysannes, les syndicats miniers, les instituteurs ruraux, les transporteurs et les mouvements indigènes des hauts plateaux.

Des figures comme Jaime Condori et Bernabé Gutiérrez Paucara sont devenues des symboles de la résistance territoriale, notamment lors des blocus et des sièges de La Paz. La « Marche pour la vie » a fédéré divers secteurs de la société autour d'un slogan commun : stopper les mesures d'austérité et renverser le gouvernement.

Derrière cette articulation se dessine également l'influence politique d'Evo Morales, qui conserve une forte présence dans les syndicats de paysans et de cultivateurs de coca, malgré les persécutions judiciaires et les mandats d'arrêt émis par le parti au pouvoir.

Des revendications économiques au « *il doit partir* »

Toute grande révolte populaire connaît un tournant. En Bolivie, ce tournant est survenu lorsque de larges pans de la population ont cessé de réclamer uniquement des mesures économiques et ont commencé à exiger la démission du président.

Le raisonnement populaire était simple : si l'austérité est indissociable du gouvernement, alors le problème n'est plus une loi ou un décret, mais le pouvoir politique qui les soutient.

La répression a accéléré ce processus. Les morts de manifestants, les arrestations massives et les poursuites contre les dirigeants syndicaux ont radicalisé le conflit. Ce qui avait commencé comme une protestation contre la hausse des prix du carburant s'est finalement transformé en une crise de légitimité pour le régime politique.

La fracture du pouvoir : le vice-président rompt avec Paz

L'un des aspects les plus explosifs de la crise est la division interne au sein du gouvernement. Le vice-président [Edman Lara](#) a pris publiquement ses distances avec Rodrigo Paz et a commencé à soutenir ouvertement les manifestations.

Lara a dénoncé la répression, remis en question les mesures d'austérité et appelé à un dialogue sans condition. Mais son mouvement n'est pas seulement moral ou institutionnel : il exprime une véritable fracture au sein du bloc de pouvoir.

En Bolivie, historiquement, les divisions au sein d'un ticket présidentiel ont annoncé des bouleversements dans le cycle politique. Lara semble tenter de construire une alternative en tirant profit de la popularité déclinante du président et de la pression croissante des manifestations de rue.

L'éventualité d'une succession constitutionnelle ne semble plus être une hypothèse lointaine.

Les États-Unis, Israël et la droite régionale se rangent du côté de Paz

Le soutien international apporté au gouvernement bolivien n'est pas fortuit. Les États-Unis considèrent Rodrigo Paz Pereira comme un allié stratégique pour consolider le virage conservateur dans la région et garantir des conditions favorables aux investissements privés et au contrôle des ressources stratégiques.

Dans ce contexte, Washington a dénoncé les manifestations comme une tentative de « déstabilisation », tandis que les gouvernements de droite de la région se sont rangés du côté de La Paz. Des allégations se sont également multipliées concernant un soutien logistique extérieur destiné à renforcer les forces de sécurité boliviennes, notamment de la part du gouvernement Milei.

L'alignement géopolitique est évident : derrière la défense du gouvernement se cache non seulement le souci de la stabilité institutionnelle, mais aussi la crainte que la Bolivie ne redevienne un exemple de résistance populaire contre le néolibéralisme.

La peur de l'effet de contagion

Voilà le véritable spectre qui hante la droite latino-américaine. Si le peuple bolivien parvient à faire échouer un programme d'austérité par la mobilisation populaire, l'impact régional pourrait être considérable.

Sur un continent en proie à l'inflation, à la dette, aux pertes de salaires et aux politiques d'austérité, la Bolivie peut devenir un point de référence politique pour d'autres peuples qui subissent également des atteintes à leurs conditions de vie.

C'est pourquoi les élites économiques observent avec inquiétude chaque blocus, chaque manifestation et chaque signe de faiblesse du gouvernement. Elles ne craignent pas seulement de perdre la Bolivie : elles craignent que cet exemple ne se propage.

Les scénarios possibles

Aujourd'hui, la Bolivie semble se diriger vers trois issues possibles :

- **La première solution est institutionnelle** : la démission de Rodrigo Paz et la nomination d'Edmand Lara à la vice-présidence, qui chercherait à désamorcer le conflit en rétablissant les subventions et en stoppant les privatisations.
- **La seconde option**, et peut-être la plus probable, est une longue guerre d'usure. Le gouvernement mise sur la rupture de la résistance populaire par le biais de pénuries, de l'épuisement et de la pression économique. Les

mouvements sociaux, quant à eux, cherchent à rendre le pays ingouvernable jusqu'à obtenir la démission du président.

- **Le troisième scénario est le plus dangereux** : une solution ouvertement répressive, par le biais de l'état d'urgence et d'une militarisation totale. Cette voie pourrait engendrer une spirale de violence aux conséquences imprévisibles pour la Bolivie et toute la région.

Un tournant pour l'Amérique Latine

La lutte bolivienne dépasse les frontières nationales. Ce qui est en jeu, c'est un débat bien plus profond : qui paie pour les crises économiques et qui contrôle les ressources stratégiques de nos pays ?

Si le peuple bolivien parvient à stopper les mesures d'austérité et à déjouer un projet néolibéral de pillage, une nouvelle ère politique s'ouvrira en Amérique latine. Non pas parce que la Bolivie détient une solution miracle, mais parce qu'elle démontrerait un principe fondamental : même dans des conditions extrêmement difficiles, des peuples organisés peuvent s'opposer à des gouvernements soutenus par les grandes puissances, les groupes économiques et les appareils répressifs.

La Bolivie rappelle une fois de plus au continent une vieille vérité latino-américaine : lorsque le peuple se soulève, aucun pouvoir ne semble éternel.

[La Alameda](#)

[#bolivia](#) Buenos Aires, Le 20 mai 2026

LA ALAMEDA CONTACT WHATSAPP 24H/24 POUR LES PLAINTES ET LES CONSEILS : (549) 11 4870-2875

À Buenos Aires, vous pouvez nous contacter personnellement à notre siège historique, situé à l'angle de **Lacarra et Directorio** (Lacarra 720 et Av. Directorio 3998) dans le quartier Parque Avellaneda, dans la Ville autonome de Buenos Aires, Code postal 1407.

Vous pouvez également nous trouver à travers le réseau Alameda Federal dans les provinces de : Misiones, Corrientes, Formosa, Chaco, Mendoza, San Luis, Jujuy, Salta, Tucumán, Santiago del Estero, Córdoba, La Pampa, Neuquén, Chubut, Río Negro, Catamarca, La Rioja, Santa Fe, Grand Buenos Aires (zones ouest, nord et sud), Mar del Plata et Balcarce. Nous avons également des contacts pour les succursales en construction dans les autres provinces.

Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux : *Facebook, Twitter et Instagram*

Traduit de l'espagnol depuis [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo de la Diáspora](#). Paris, le 6 juillet 2026.